

Perspectives de développement des capacités productives aux Comores dans le contexte actuel

Les événements organisés par la CNUCED en collaboration avec le Bureau du Coordonnateur Résident (BCR) du Système des Nations Unies aux Comores et avec les principales Universités du pays visent à promouvoir le dialogue entre la CNUCED et les parties prenantes nationales (gouvernement, secteur privé, société civile, presse, chercheurs) à propos des politiques nationales et internationales nécessaires à la poursuite des Objectifs de développement durable et de ses cibles par les Comores. L'axe de réflexion est : quelles sont les stratégies et instruments politiques qui peuvent conduire au développement des capacités productives, ce qui, à son tour, permettra aux Comores de réaliser la transformation structurelle de son économie ? Une telle transformation permettrait au pays à la fois d'atténuer ses vulnérabilités aux chocs extérieurs (qu'il soient économiques, environnementaux ou sanitaires), réduire les inégalités internes et internationales, ainsi que progresser vers la réalisation des ODD. Des éléments de réflexion et de discussion sont présents dans le *Rapport 2021 sur les PMA 2021 : Les pays les moins avancés dans le monde post-COVID : tirer les enseignements de 50 ans d'expérience* de la CNUCED, qui sera présenté pendant l'événement pour démarrer les discussions.

Le *Rapport 2021 sur les PMA 2021* indique qu'au cours des 50 dernières années, la plupart des pays les moins avancés (PMA) ont eu du mal à surmonter les défis du développement qui ont conduit à la création de cette catégorie en 1971. Même leur forte croissance économique depuis le milieu des années 1990 n'a généralement pas suffi à corriger leur divergence de revenus à long terme avec le reste du monde. La crise de la COVID-19 et la reprise mondiale à deux vitesses qui se dessine menacent d'annuler de nombreux acquis durement gagnés en matière de développement, ce qui est encore aggravé par les effets néfastes rampants du changement climatique.

L'intégration du développement des capacités productives dans ces pays est une condition nécessaire pour renforcer leur capacité à répondre aux crises et à s'en remettre. Les PMA ont en fait tendance à donner la priorité à la transformation et à la diversification économiques dans leurs politiques. Cependant, ils manquent cruellement des moyens nécessaires pour progresser vers les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

L'investissement annuel moyen nécessaire pour mettre fin à l'extrême pauvreté (ODD 1.1) dans les PMA est estimé à 485 milliards de dollars et celui nécessaire pour doubler la part de l'industrie manufacturière dans le PIB (ODD 9.2) est estimé à 1 051 milliards de dollars. Ce dernier montant représente plus du triple de l'investissement réel des PMA, et dépasse donc largement les ressources disponibles de ces pays.

La communauté internationale a donc un rôle essentiel à jouer pour soutenir les PMA dans leurs efforts de mobilisation de ressources adéquates pour leurs besoins de développement durable, y compris en matière de financement et de technologie. Les efforts nationaux des PMA doivent être soutenus par une nouvelle génération de mesures de soutien internationales, plus étroitement alignées sur les besoins exprimés par les PMA et les réalités du XXI^e siècle. Il est nécessaire de renforcer le multilatéralisme et de s'attaquer résolument aux sources externes d'instabilité qui affectent les PMA afin de créer un climat propice à la réalisation du prochain programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2022-2031.